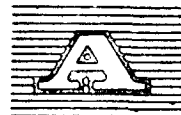


NOV 13 1975



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE
A/C.4/800
11 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
QUATRIEME COMMISSION
Point 23 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DE BELIZE

Lettre, datée du 10 novembre 1975, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent adjoint de la Grenade auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai reçu ordre de porter à votre connaissance le texte de la déclaration suivante du Gouvernement grenadien concernant le récent renforcement des troupes de la part du Gouvernement guatémaltèque le long de la frontière bélizienne.

"Des nouvelles confirmées sont parvenues à la Grenade selon lesquelles il y aurait eu récemment un renforcement des troupes de la part du Gouvernement guatémaltèque le long de la frontière bélizienne.

Prenant la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa trentième session, le 7 octobre 1975, le Premier Ministre de la Grenade, M. Eric M. Gairy, a explicitement défini la position de la Grenade sur la question du Belize dans les termes suivants.

Le Premier Ministre a déclaré à cette occasion :

'Je tiens à rappeler la position irrévocable de mon pays sur le principe de l'intégrité territoriale et, dans ce contexte, je demande instamment à l'Organisation des Nations Unies de prendre des mesures immédiates pour appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et pour faire en sorte que l'Etat de Belize passe de la domination coloniale à l'indépendance complète, car son peuple a vu trop longtemps ses aspirations tenues en échec par des puissances et dans des circonstances indépendantes de sa volonté.

Cela ne signifie pas nécessairement que la Grenade soit opposée aux négociations. Mais, fidèles aux principes qui exigent la liberté pour les peuples du monde, songeant d'abord et avant tout au peuple de Belize et considérant objectivement les obligations des Nations Unies envers les peuples du monde, nous ne pouvons hésiter à insister pour que le peuple de Belize se voie accorder le droit de jouir pleinement de l'indépendance avec tous les droits et privilèges et aussi les obligations que cela comporte. Si nous, Membres des Nations Unies, n'assumons pas les responsabilités qui nous incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, non seulement les conséquences pèseront inévitablement sur notre conscience, mais il y aurait danger pour la paix internationale. Nous demandons donc la pleine indépendance pour le peuple de Belize dès maintenant. Je le répète : l'indépendance dès maintenant 1/

Ainsi, au moment où l'Assemblée générale, à sa trentième session, examine une résolution qui réaffirme le droit inaliénable du peuple du Belize à l'autodétermination et à l'indépendance, le Gouvernement Grenadien considère que le renforcement des troupes que le Gouvernement guatémaltèque effectuerait le long de la frontière bélizienne est une menace grave pour la sécurité du Belize et constitue une tentative en vue de faire échouer le débat en cours à l'Organisation des Nations Unies.

Le Gouvernement grenadien réaffirme très énergiquement son appui au Gouvernement et au peuple béliziens dans l'exercice de leur droit inaliénable à l'autodétermination, à l'indépendance et à la préservation de l'intégrité territoriale du Belize."

Le Gouvernement grenadien demande que le texte de cette déclaration soit distribué comme document de l'Organisation des Nations Unies.

L'Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire,

Représentant permanent adjoint de la
Grenade auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) Michael A. CAESAR
